



Conseil économique et social

Distr. générale
30 mars 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Cinquante-huitième réunion plénière

Paris, 8-10 juin 2010

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Effets des crises mondiales sur les systèmes statistiques

Zoom sur la statistique officielle roumaine: la crise économique et financière

Note de l'Institut national de la statistique de la Roumanie

Résumé

Les répercussions de la crise financière sur les statistiques officielles roumaines mettent en évidence la nécessité de faire progresser la statistique, principalement en ce qui concerne l'observation des effets de la crise et la réorientation des activités de collecte et de compilation des données. La crise a contraint la Roumanie à se demander jusqu'à quel point son infrastructure statistique permettait de repérer les faiblesses structurelles de la société roumaine et d'observer les performances. La crise a par ailleurs contraint la Roumanie à évaluer les lacunes existantes dans tous les domaines statistiques. Pour résoudre les difficultés engendrées par la crise financière et compte tenu des mesures et actions entreprises au niveau national pour combattre ses effets, l'Institut national de la statistique a proposé d'agir dans les domaines suivants: amélioration des systèmes de collecte et de diffusion des données afin de mieux anticiper et observer l'évolution de la crise; améliorer l'actuel système de communication des données; et développer l'offre de données disponibles pour faire face aux nécessités du programme de lutte contre la crise mis en place par le Gouvernement.

I. Introduction

1. Le monde paie aujourd'hui le prix de l'interdépendance économique engendrée par la mondialisation. La crise dite des «subprimes» a d'abord entraîné une crise de tout le système financier américain, avant de se propager rapidement au reste du monde, c'est-à-dire du secteur financier à l'économie réelle et des pays développés aux pays en développement. Maintenant qu'est passée l'onde de choc dévastatrice de ce qui fut la récession mondiale la plus sévère des 80 dernières années écoulées, les pays s'efforcent d'évaluer les pertes et de trouver des solutions pour éviter la répétition d'une telle crise.

2. La crise financière, qui s'est déclenchée en septembre 2008, a provoqué une récession économique de grande ampleur, dont la gravité n'a d'égale que la grande dépression des années 30. Au niveau de l'Union européenne, cette récession aura été la plus profonde, la plus longue et la plus importante de son histoire. Le revenu national brut (RNB) a, selon les estimations, reculé de 4 % environ en 2009, aussi bien dans l'ensemble de l'Union européenne (UE) que dans la zone euro. La baisse cumulée de la productivité s'établit aux environs de 5 % entre le début de la récession et le deuxième semestre de 2008. Ce chiffre est plus de trois fois supérieur à la baisse moyenne enregistrée au cours des trois dernières phases de récession. La crise a touché l'ensemble des économies et, s'agissant des principaux États membres, la contraction du RNB observée en 2009 a été comprise entre 2 % en France et 4,5 % ou 5 % en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Cette disparité est le reflet des différences qui existaient, avant le début de la crise, dans les niveaux d'exposition aux grandes turbulences du secteur financier, l'ouverture aux relations commerciales et le nombre de nouveaux chantiers dans le secteur de l'immobilier.

3. L'UE a réagi rapidement à la crise en élaborant un plan de redressement économique ambitieux, qui comporte des mesures d'incitation fiscales destinées à stimuler la demande à court terme et un programme d'investissements dits «intelligents» destinés à consolider les perspectives de croissance à moyen et long terme.

4. Les résultats de ces mesures de redressement sont déjà visibles. Les signes d'une reprise économique sont de plus en plus nets, tant en ce qui concerne les indices de confiance que du point de vue des principales données collectées depuis l'été 2009. Les mesures monétaires et fiscales d'envergure qui ont été prises ont non seulement empêché l'effondrement de tout le système, mais aussi permis de soulager considérablement les marchés financiers, tandis qu'un ensemble d'indicateurs revenaient aux niveaux antérieurs à la crise.

5. Pour ce qui est de la Roumanie, plusieurs années de surchauffe économique et d'accumulation de déséquilibres instables ont exposé l'économie du pays à la crise sous tous ses aspects. Le déficit des comptes courants a atteint 12,3 % en 2008, alors que les banques et les entreprises dépendaient de plus en plus des financements à court terme, la moitié des prêts internes étant contractés en devises étrangères.

6. Avec l'apparition de la crise mondiale, les opérateurs économiques se sont inquiétés de cette évolution, une situation qui a entraîné une diminution sensible des flux de capitaux et poussé tout le système bancaire dans ses derniers retranchements. Les pressions sur les taux de change se sont accentuées, entraînant une dépréciation de plus de 30 % de la monnaie nationale entre août 2007 et janvier 2009. Durant le deuxième semestre de 2008, les effets de balancier et une baisse substantielle des exportations ont plongé l'économie dans une phase de profonde récession. Dans ces circonstances, les autorités ont décidé de demander une aide financière extérieure.

8. Le 5 mai 2009, le Conseil de l'UE a décidé d'octroyer à la Roumanie une aide financière à moyen terme d'un montant de 5 milliards d'euros. Ce dispositif a été conçu de façon à permettre à l'économie roumaine de contrecarrer, d'une façon bien structurée, les pressions sur les liquidités à court terme, tout en améliorant la compétitivité et en corrigeant les déséquilibres à moyen terme. L'assistance de l'UE s'est accompagnée de prêts du FMI (13 milliards d'euros), de la Banque mondiale (1 milliard d'euros), de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (1 milliard d'euros). L'aide de l'UE s'échelonna sur cinq versements au plus, conformément aux conditions stipulées dans le Mémorandum d'accord signé le 23 juin 2009. Le 27 juillet, la Commission a effectué un premier versement de 1,5 milliard d'euros.

8. L'aide financière de l'UE est conditionnée à la mise en œuvre d'un programme économique cohérent de consolidation du système fiscal, de réforme de l'administration publique, de réglementation et de contrôle du secteur financier et de réformes structurelles.

9. L'évolution récente de l'économie est encourageante. Les indicateurs en temps réel laissent supposer que le RNB pourrait se stabiliser au cours du second semestre, établissant à 8 % le niveau de la contraction pour l'ensemble de l'année. Une croissance positive de 0,5 % est attendue pour 2010. Les tensions financières ont sensiblement diminué depuis le lancement du plan. Jusqu'à présent, le secteur bancaire semble ne pas avoir été influencé par la crise, mais les risques subsistent, particulièrement du fait de la hausse du pourcentage de crédits non performants. La situation de la balance des paiements s'est améliorée, le déficit des comptes courants a diminué et les flux de capitaux ont été supérieurs aux attentes. Jusqu'à présent, les incertitudes politiques actuelles n'ont pas eu de prise sur cette évolution.

10. Les statistiques officielles sont considérées comme le moyen d'évaluer l'impact de la crise sur la Roumanie. L'économie roumaine a été frappée par la crise mondiale, qui a elle-même provoqué une crise de l'économie nationale, d'où la nécessité de traiter les causes et les effets de cette turbulence.

11. Les services statistiques roumains se sont donc mobilisés dans le but d'aborder la crise de façon responsable et d'adopter les mesures appropriées.

II. Qu'ont fait les services statistiques roumains?

12. Les services de statistiques officielles n'ont pas hésité à rendre publiques des informations théoriques et pratiques concernant les causes, les manifestations et l'évolution de la crise économique et les mesures prises par les pouvoirs publics (y compris leurs effets) dans le but de combattre les conséquences sociales de la crise.

13. L'Institut national de la statistique (INS) a entrepris d'expliquer l'origine et l'évolution de ce phénomène, afin d'aider les décideurs à planifier et mettre en œuvre des décisions précises et d'orienter leurs efforts dans la lutte contre la crise, moyennant un appui statistique solide fondé sur des bases théoriques fiables.

14. À cette fin, l'INS a analysé les plans d'action adoptés par le FMI (Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières) et par l'OCDE concernant les implications statistiques de la crise mondiale, et a décidé d'appliquer certaines des recommandations généralement adressées aux offices nationaux de statistique dans le but de les incorporer, par des mesures concrètes, aux programmes annuels d'enquêtes statistiques.

15. L'INS a donc élaboré un programme global, qui a été annexé au programme gouvernemental de lutte contre la crise et qui s'articule autour des piliers suivants:

- a) Collecte d'informations plus complètes et actualisées sur les prix mensuels et la balance des paiements;
- b) Amélioration des comptes trimestriels et de la compilation des principales variables macroéconomiques pour chaque secteur institutionnel;
- c) Élaboration de définitions et de mesures multidimensionnelles afférentes à la pauvreté;
- d) Étude de la possibilité de redessiner les enquêtes sociales de façon à leur conférer une approche modulaire et à leur permettre de produire les principaux résultats dès que possible; faire en sorte que les définitions de la pauvreté aillent au-delà de la seule prise en compte des revenus des ménages, au travers de mesures multidimensionnelles.

16. Le Président de l'INS a créé un groupe statistique transversal chargé de tracer les grandes lignes du programme global d'action. Le groupe a été chargé des tâches suivantes:

- a) Observer la production des données requises aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la crise;
- b) Améliorer la diffusion, notamment par voie électronique et sans altérer leur qualité, des principaux indicateurs afférents à la crise;
- c) Promouvoir plus efficacement la communication des statistiques officielles, afin d'accroître la sensibilisation sur les données disponibles pour les décisions politiques. Plus nous en savons sur les utilisateurs et sur leur façon d'utiliser les statistiques, mieux nous pourrions répondre à leurs besoins;
- d) Améliorer la communication avec les décideurs dans le but de mieux anticiper leurs besoins;
- e) Assurer la comparabilité des principales statistiques;
- f) Gérer la mise en œuvre du programme.

17. Parmi les tâches susmentionnées, il convient d'accorder une importance particulière aux trois suivantes:

- a) Faire paraître une publication spéciale consacrée aux principales statistiques afférentes à la crise;
- b) Entretenir un échange permanent avec la direction de l'INS en soumettant à son approbation les données afférentes à la crise dont la publication doit être accélérée sans nuire à la qualité des données. Les statistiques doivent être publiées une fois par mois, au tout début du mois suivant;
- c) Procéder à une analyse approfondie des processus statistiques actuels dans le but de déterminer les possibilités de publier plus rapidement les produits statistiques.

III. Quelles sont les mesures prévues et mises en œuvre par les services roumains de statistique?

18. À brève échéance, le plan d'action comprenait les mesures ci-après, dont l'observation est encore en cours:

- a) Établissement d'une documentation sur les questions afférentes à la crise, dans le but d'identifier les mesures à prendre conjointement avec les instituts nationaux de

statistique, ministères et autorités des 27 États membres de l'UE, afin d'éviter les doubles emplois et le développement d'une compétition malsaine entre l'INS et ses ministères;

b) Étude de l'évolution de la crise par la publication accélérée des données pertinentes; développement d'agrégats globaux des principaux indicateurs; amélioration du site Web de l'INS par l'apport d'indicateurs présentant un grand intérêt; développement de la communication par la publication de données pertinentes;

c) La nouvelle publication spéciale a été publiée, et elle comprend une série d'indicateurs principaux qui ont été sélectionnés sur la base de la bonne gouvernance et de la qualité des services publics et qui sont devenus un outil de travail pour le Gouvernement en facilitant sa compréhension de la situation et en lui permettant de comparer efficacement ses pratiques et ses performances.

19. Toutefois, le plan global ne se limitait pas au court terme. À moyen terme, il était en effet envisagé de mettre en œuvre des changements méthodologiques, des nouvelles enquêtes, des innovations théoriques afférents à des concepts nouveaux et originaux:

a) Utiliser les enquêtes sociales actuelles pour résoudre des problèmes d'agrégats dans d'autres domaines, les experts de l'INS étant conscients de la nécessité de renforcer la cohérence afin d'expliquer la signification des données et d'instaurer une communication efficace des résultats;

b) Rechercher des solutions rapides aux problèmes afférents aux statistiques financières, aux finances publiques et aux transactions reflétés dans les comptes publics, et renforcer la transparence de ces données;

c) Mettre l'accent sur les problèmes statistiques classiques, les effets de la crise financière sur l'économie réelle étant devenus perceptibles dans les statistiques officielles traditionnelles, et plus précisément dans les domaines suivants:

- i) Statistiques économiques à court terme;
- ii) Statistiques à court terme sur les chiffres d'affaires et les prix;
- iii) Statistiques sur les échanges internationaux;
- iv) PIB trimestriel;
- v) Statistiques sur l'emploi, etc.

20. Les symptômes de la crise financière sont partiellement quantifiés par les statistiques officielles traditionnelles. L'évolution des prix de l'immobilier et des cours boursiers permet de réaliser certaines mesures, mais ne permet pas d'évaluer l'écart entre les prix et cours et les valeurs intrinsèques des actifs. Le nombre de logements neufs et de sessions de propriétés est mesurable, mais les crédits immobiliers en cours et les prescriptions de crédits ne le sont pas. Les services représentent une part importante des statistiques, et il est donc primordial de développer la diffusion des statistiques sur les services (notamment sur les services financiers):

- Réexaminer le niveau de priorité accordé aux domaines suivants: revenu net disponible des ménages en données corrigées; mesures plus précises des services publics; mesure du revenu moyen; mise en lumière du «bien-être subjectif» dans les enquêtes types réalisées par l'INS; mise au point d'une approche mixte d'«économie nette en données corrigées» en tant que série d'indicateurs destinée à mesurer le «développement durable»;
- Améliorer les statistiques de l'environnement en améliorant le système d'information statistique afférentes aux ressources et à l'environnement; améliorer les questionnaires et promouvoir les formulaires électroniques; élaborer des rapports

de qualité; définir un plan d'action destiné à améliorer l'accès aux données environnementales en amont et en aval des enquêtes;

- Développer des enquêtes dans le but de mesurer et analyser le capital humain; il convient de noter qu'au niveau de l'OCDE, un consortium auquel participe entre autres l'INS de la Roumanie a été créé dans le but de mesurer et analyser le stock de capital humain;
- Élaborer de nouvelles enquêtes se rapportant aux indicateurs concernant le bien-être des enfants et des familles (bien-être matériel; logement et environnement; éducation; santé; risques liés aux comportements; qualité de la vie scolaire);
- Promouvoir, développer et améliorer certaines initiatives en matière de diffusion, telles que la publication de l'instantané de la comptabilité nationale ou la brochure sur la mesure de la santé et de l'éducation;
- Diffuser de façon transparente les données statistiques sur la répartition des biens et des obligations au sein des ménages; biens financiers (y compris les actifs); bien-être durable; mesure des progrès de la société; cartographie des données.

21. Le plan global couvre des questions se rapportant aux produits statistiques, telles que les questions ci-après:

a) Couverture: dans plusieurs domaines statistiques, l'information est rare (dans le domaine financier, les données actuellement disponibles concernant les bilans et les prix des actifs sont totalement inappropriées pour pouvoir évaluer la durabilité des accumulations de dettes; par ailleurs, s'agissant des statistiques sociales, il en va de même pour ce qui est de la situation des ménages);

b) Actualité: les éternelles questions touchant à l'équilibre entre actualité et précision des données se sont posées avec une acuité particulière pendant la crise (les utilisateurs de statistiques jugent trop long le délai nécessaire à la publication des informations issues des enquêtes sur les revenus et le bien-être des ménages et des informations sur certains des principaux facteurs économiques, telles que la productivité);

c) Accès aux microdonnées: l'amélioration de l'accès aux microdonnées permettrait une gestion plus efficace des conséquences de la crise et de ses différents effets aux niveaux des individus, des entreprises et des régions.
